

*Signataires*¹ : Sophie Cluzan, Conservateur du patrimoine – Delphine Deboutray, Metteur en scène et Directrice de compagnie – Gérard Lauton, Université Paris-Est Créteil, Coordonnateur de l'Appel Solidarité Syrie – Isabelle Hausser, Écrivain – Michel Morzière, Collectif Urgence Solidarité Syrie – Emmanuel Wallon, Université Paris Ouest Nanterre, coordinateur de l'Appel d'Avignon à la solidarité avec le peuple syrien.

« Syrie : l'escalade dans l'horreur » et « Syrie : l'impuissance des Nations Unies » (Ouest-France, 22 et 23 août) ; « Jour d'horreur en Syrie » (La Croix², 22 août) ; « Damas accusé d'une vaste attaque chimique » et « Syrie : l'impunité » (Libération, 22 et 23 août) ; « À Damas, massacre au gaz toxique » (Le Monde³, 23 août). La presse nationale et régionale française est de moins en moins dupe de la stratégie de la dictature et, sauf exception, elle se fait l'écho de ses crimes. Le bombardement par les forces du régime de vecteurs de gaz toxique sur le secteur d'habitation de la Ghouta à Damas, survenu le 21 août dernier, est corroboré par de nombreux témoignages concordants, à commencer par ces « photographes et cameramen improvisés devenus les yeux et les oreilles du conflit pour l'extérieur » (Libération, 23 août), ayant appris en filmant à placer dans le champ des marqueurs (bâtiment connu, journal du jour, ...) permettant ensuite d'authentifier⁴ le lieu et la date.

De son côté, l'organisation Médecins sans Frontières a fait face à une admission massive de patients issus de quartiers hostiles à la dictature, « présentant des symptômes neurotoxiques ». Aucun média, ou presque, n'ose supputer que les images de centaines de corps d'hommes, de femmes et d'enfants asphyxiés, participeraient d'une mise en scène macabre ourdie par les opposants pour nuire au régime ; que les enfants couverts d'un drap se lèveraient d'un bond après la prise de vue. La réalité de l'horreur d'État finit tardivement par s'imposer.

Un calcul à plusieurs entrées

Certes, à l'instar de Libération, la presse s'interroge sur « l'incompréhensible timing d'une telle opération, au moment où les inspecteurs des Nations unies arrivent sur place à l'appel de la Ligue arabe, du Royaume-Uni et de la France ». Mais le paradoxe n'est qu'apparent, et cela pour au moins deux raisons. D'une part, on sait les contraintes léonines imposées par le régime aux experts pour baliser leur champ d'action. En outre, le clan Assad a interdit toute couverture par des médias indépendants, et il sait pouvoir compter sur ses alliés pour prétendre que le gazage serait imputable à des « groupes terroristes », ce qu'ont fait aussitôt la Russie et l'Iran. Mais le calcul cynique du régime va plus loin : en tentant de placer la focale sur le doute concernant l'emploi ou non d'armes chimiques, il met au second plan l'effectif monstrueux des victimes, qui semble-t-il sera très supérieur au chiffre initial de 1300. Enfin, comme il s'emploie à le faire en d'autres régions du pays, le pouvoir ne cherche plus seulement à terroriser, mais surtout à éliminer physiquement, au-delà de ses opposants⁵, la population des quartiers qui ne lui sont pas acquis, dans le dessein de lui substituer un nouveau peuplement par des habitants à sa botte. C'est ainsi qu'il a fait totalement détruire à Homs le bâtiment où étaient conservées les archives cadastrales permettant d'attester à qui appartiennent les terrains et les maisons de la ville. Cela ressemble fort à la stratégie de « purification ethnique » mise en œuvre en juillet 1995 lors du massacre de Srebrenica en Bosnie, ou au « nettoyage » perpétré par le dictateur-président Ramzan Kadyrov sous la férule de V. Poutine, qui a fait de Grozny une ville-fantôme où l'on ne compte plus les disparitions d'opposants ou réputés tels.

L'ambiguïté vis-à-vis du régime Al Assad de certains acteurs

Si les quotidiens cités plus haut se gardent de toute symétrie entre la dictature et la résistance, d'autres acteurs de formations politiques ou de grands médias de l'audiovisuel persistent dans ce travers. Ainsi en est-il de débats sur des chaînes de télévision du service public, où l'on prend soin d'inviter systématiquement une personnalité

¹ Par ordre alphabétique.

² Sous-titre en Une : « L'armée syrienne a violemment bombardé une partie de la banlieue à Damas, hier. L'opposition l'accuse d'avoir recouru à l'arme chimique » ; en pages intérieures : « L'armée syrienne commet un massacre à Damas » et « Sur les armes chimiques, la Syrie se joue depuis un an de la " ligne rouge " américaine ».

³ En pages intérieures : « Le régime veut provoquer un effet de stupeur ».

⁴ Libération, « La Ghouta, autopsie d'un massacre », 23 août 2013.

⁵ <http://www.20minutes.fr/ledirect/1211075/20130818-syrie-bachar-al-assad-determine-a-eradiquer-terrorisme>.

pro-Assad que l'animateur laisse monopoliser la parole, comme si, dans un débat sur l'un des génocides du XX^{ème} siècle, on sollicitait un partisan des assassins pour se targuer « d'objectivité ». Un régime qui a déroulé le tapis rouge à d'anciens nazis et qui pratique la torture à mort d'enfants mérite-t-il tant d'égards ? Alors que les écrans débordent d'un flot d'images sur les tumultes du monde, il est singulier d'observer la retenue dont les chaînes télévisées⁶ ont fait preuve encore récemment. On peut faire le pari que si ces derniers n'avaient montré, en mots et en images, ne serait-ce qu'un centième de la barbarie exercée sur les populations syriennes et de leur détresse, l'indifférence aurait cédé de la place à l'indignation.

De nombreux journalistes et reporters ont pris de grands risques pour rapporter des images et des témoignages de Syrie. Certains l'ont payé de leur vie. Les opposants postent sur internet d'innombrables documents dont il est souvent possible de vérifier l'authenticité et de recouper les informations. Pourtant, rares sont sur les ondes publiques les séquences d'actualité qui donnent à voir les centaines d'immeubles éventrés par les bombardements, à entendre le récit des rescapés des geôles, à comprendre les antécédents et les conséquences de cette terreur d'État. De grands médias cèdent trop facilement à la tentation de diaboliser la résistance syrienne en faisant l'amalgame avec des groupes radicaux très minoritaires qui suscitent la curiosité de leurs caméras.

De son côté, le camp pro-Assad constitue en France un lobby très actif, aisément repérable à travers la toile. Relayé sans discernement par quelques plumes, ce positionnement⁷, sous couvert d'un soi-disant « *anti-impérialisme* », a pour effet désastreux de dédouaner le régime en lui offrant notamment une caution de gauche inespérée. C'est hélas trop souvent le cas du quotidien l'Humanité dont une majorité d'articles (rubrique Monde), depuis le soulèvement de mars 2011, se distinguent par leurs exclusives et leur tonalité équivoque voire pro-Assad. Cela a fait l'objet de deux lettres ouvertes à sa rédaction⁸.

L'activisme des derniers défenseurs du clan Al Assad ne saurait occulter le mouvement, beaucoup plus large, qui se bat en France pour l'arrêt des massacres, pour la chute du régime, pour des sanctions contre les auteurs de crimes contre l'Humanité et leur traduction devant les juridictions internationales. Ces actions doivent s'étendre à toutes celles et à tous ceux qui partagent l'indignation contre la barbarie d'État. De toute urgence, des mesures concrètes doivent être prises pour que les populations soient protégées.

Face à l'escalade de l'horreur, sonner l'alerte en tous lieux

Les organisations⁹ de solidarité avec le peuple syrien en France appellent à prendre des mesures d'urgence pour protéger les populations civiles, sous le titre « **Non à la Barbarie, Non au silence, Non à l'impunité** » :

« Le mercredi 21 août 2013 au matin, le Peuple syrien a une nouvelle fois été martyrisé par son bourreau. Les forces de Bachar Al Assad ont perpétré une attaque à l'arme chimique contre la Ghouta dans la banlieue Est de Damas tenue par les rebelles, faisant plus de 1000 morts dont de nombreux enfants et femmes. Afin de protester contre le silence et l'inaction des grandes puissances qui se prétendent démocratiques et défenseurs des droits humains, des rassemblements ont été organisés. Crions notre indignation et réclamons :

- *la mise en place immédiate d'une zone d'exclusion aérienne pour protéger les populations civiles.*
- *Des couloirs humanitaires sous contrôle de l'ONU pour secourir les blessés ;*
- *L'exclusion immédiate de toutes les instances internationales des représentants du régime de Bachar Al Assad (ONU, UNESCO, ...);*
- *La saisine de la Cour Pénale Internationale pour juger les responsables des crimes de guerre et crimes contre l'Humanité ».*

Dans cet esprit, une Lettre ouverte aux dirigeants des nations se disant « *amies* » de la Syrie fait l'objet d'une Pétition¹⁰ en ligne sur Avaaz, que chacun peut signer et inviter son entourage à s'y associer.

⁶ Citons cependant la série « *2' pour la Syrie* » diffusée en Mars 2013 (<http://www.vagueblanchepourlasylie.org/films>).

⁷ C'est notamment le cas de mouvances « rouge-brun ».

⁸ Lettres du 12 mars 2012 et du 27 août 2013 : <http://appelsolidaritesyrie.free.fr/MEDIAS/HUMANITE>.

⁹ Comité de Coordination de Paris pour le Soutien à la Révolution Syrienne et Collectif Urgence Solidarité Syrie, auxquels s'est joint l'Appel d'Avignon à la solidarité avec le peuple syrien.

¹⁰ http://avaaz.org/en/petition/Urgent_initiative_to_address_the_situation_in_Syria_Urgentes_initiatives_face_a_la_situation_en_Syrie